

La crise politique provoque l'émoi dans le secteur des arts de la scène...

La crise politique provoquée par la décision du président du CDH de se séparer de son partenaire de majorité a des conséquences insoupçonnées. Elle inquiète notamment les artistes. Les organisations représentatives des arts de la scène ont publié mercredi un communiqué rappelant les échéances du calendrier *“politiquement très serré des décisions à prendre pour le renouvellement des contrats-programmes et le financement du secteur en général”*, processus lancé par Joëlle Milquet puis repris par Alda Greoli, qui lui a succédé au poste de ministre de la Culture. *“Nous devons malheureusement regretter que la période qui s’ouvre offre désormais plus de risques que d’espoirs”*, notent les signataires – membres d’organisations fédérant les métiers artistiques et techniques du théâtre pour adultes et pour jeune public, des arts de la rue et forains, de la musique, du conte, de la danse. *Il serait à nos yeux inconcevable que des négociations politiques ou la nomination d’un nouveau ministre de la Culture aient pour conséquence désastreuse l’anéantissement de plus de deux années d’efforts de sensibilisation à la réalité de notre secteur au sein de la concertation souhaitée par la majorité PS-CDH et à la réforme amorcée à sa suite.”*

... le dépôt d'un préavis de grève illimité...

D'autres vont plus loin. Au vu des nombreux dossiers qui vont être mis au frigo (dont la réforme du décret concernant les Titres et Fonctions), le syndicat socialiste Sel-Setca a annoncé le prochain dépôt d'un préavis de grève à durée illimitée. La volonté syndicale est de mettre la pression sur le monde politique pour faire atterrir des décrets, alors que la *“rentrée promet d'être apocalyptique à tous les niveaux”*, insiste-t-il.

... et un agenda parlementaire chamboulé

C'est justement pour faire avancer des dossiers épineux que le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, à l'arrêt cette semaine, devrait reprendre prochainement le cours normal de ses activités. Sous pression d'Ecolo et du MR notamment, le président de l'assemblée, Philippe Courard (PS), a décidé de convoquer une conférence des présidents de l'assemblée jeudi prochain afin d'organiser les travaux du Parlement prévus la semaine du 3 juillet. A l'instar des syndicats, l'opposition rappelle qu'une série de dossiers doit impérativement être approuvée au Parlement, notamment en vue de la prochaine rentrée scolaire. On pense au décret sur le cours d'éducation à la citoyenneté (EPC), à l'adaptation attendue du décret sur les titres et fonctions des enseignants, ou un décret sur les licences pour les radios qui doit impérativement être approuvé avant la fin juillet. Du côté du CDH, on tient cependant à rappeler que si le Parlement est formellement à l'arrêt, les cabinets et les députés bossent toujours. Faudrait pas croire...